

OPÉRATION SARKOZY : LES RELATIONS ANCIENNES ET INTIMES DE NICOLAS SARKOZY AVEC LA CIA... ET AVEC LA MAFIA CORSE

Posted by libertesinternets under [Censure](#), [Fascisme d'aujourd'hui](#), [Libertés publiques](#), [Lobby Pro-Israël](#), [Manipulation de l'opinion](#), [Nicolas Sarkozy](#), [Néo-connerie](#), [Observatoire de l'empire](#), [Politique et Propagande](#), [Presse aux ordres](#)

Note de L&I : cette version est celle récupérée sur le site du Réseau Voltaire. Elle est donc l'unique véritable. Toutes celles circulant sur les sites d'extrême droite comme TOUT SAUF SARKOZY, VOX NR ou sur les sites d'extrême gauche comme INDYMEDIA, OPERATIONSARKOZY etc. sont fausses et trafiquées pour nuire à Thierry Meyssan.

[Thierry Meyssan - Voltaire - 10/07/2008]

NOTE DU RÉSEAU VOLTAIRE : Les informations contenues dans cet article ont été présentées par Thierry Meyssan lors de la table ronde de clôture de l'[Eurasian Media Forum](#) (Kazakhstan, 25 avril 2008) consacrée à la peopolisation et au glamour en politique. L'intérêt suscité par ces informations a conduit l'auteur à rédiger le présent article qui a été publié par *Profile*, le principal news magazine russe actuel.

Plusieurs versions et traductions non autorisées de cet article ont été diffusées alors que le site du Réseau Voltaire était hors service. Nous vous prions de considérer le présent article comme le seul valide.

Nicolas Sarkozy doit être jugé à son action et non pas d'après sa personnalité. Mais lorsque son action surprend jusqu'à ses propres électeurs, il est légitime de se pencher en détail sur sa biographie et de s'interroger sur les alliances qui l'ont conduit au pouvoir. Thierry Meyssan a décidé d'écrire la vérité sur les origines du président de la République française. Toutes les informations contenues dans cet article sont vérifiables, à l'exception de deux imputations, signalées par l'auteur qui en assume seul la responsabilité.

Les Français, lassés des trop longues présidences de François Mitterrand et de Jacques Chirac, ont élu Nicolas Sarkozy en comptant sur son énergie pour revitaliser leur pays. Ils espéraient une rupture avec des années d'immobilisme et des idéologies surannées. Ils ont eu une rupture avec les principes qui fondent la nation française. Ils ont été stupéfaits par cet « hyper-président », se saisissant chaque jour d'un nouveau dossier, aspirant à lui la droite et la gauche, bousculant tous les repères jusqu'à créer une complète confusion.

Comme des enfants qui viennent de faire une grosse bêtise, les Français sont trop occupés à se trouver des excuses pour admettre l'ampleur des dégâts et leur naïveté. Ils refusent d'autant plus de voir qui est vraiment Nicolas Sarkozy, qu'ils auraient dû s'en rendre compte depuis longtemps.

C'est que l'homme est habile. Comme un illusionniste, il a détourné leur attention en offrant sa vie privée en spectacle et en posant dans les magazines people, jusqu'à leur faire oublier son parcours politique.

Que l'on comprenne bien le sens de cet article : il ne s'agit pas de reprocher à M. Sarkozy ses liens familiaux, amicaux et professionnels, mais de lui reprocher d'avoir caché ses attaches aux Français qui ont cru, à tort, élire un homme libre.

Pour comprendre comment un homme en qui tous s'accordent aujourd'hui à voir l'agent des États-Unis et d'Israël a pu devenir le chef du parti gaulliste, puis le président de la République française, il nous faut revenir en arrière. Très en arrière. Il nous faut emprunter une longue digression au cours de laquelle nous présenterons les protagonistes qui trouvent aujourd'hui leur revanche.

Secrets de famille

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les services secrets états-unien s'appuient sur le parrain italo-US Lucky Luciano pour contrôler la sécurité des ports américains et pour préparer le débarquement allié en Sicile. Les contacts de Luciano avec les services US passent notamment par Frank Wisner Sr. puis, lorsque le « parrain » est libéré et s'exile en Italie, par son « ambassadeur » corse, Étienne Léandri.

En 1958, les États-Unis, inquiets d'une possible victoire du FLN en Algérie qui ouvrirait l'Afrique du Nord à l'influence soviétique, décident de susciter un coup d'État militaire en France. L'opération est organisée conjointement par la Direction de la planification de la CIA — théoriquement dirigée par Frank Wisner Sr. — et par l'OTAN. Mais Wisner a déjà sombré dans la démence de sorte que c'est son successeur, Allan Dulles, qui supervise le coup. Depuis Alger, des généraux français créent un Comité de salut public qui exerce une pression sur le pouvoir civil parisien et le contraint à voter les pleins pouvoirs au général De Gaulle sans avoir besoin de recourir la force.

Or, Charles De Gaulle n'est pas le pion que les Anglo-Saxons croient pouvoir manipuler. Dans un premier temps, il tente de sortir de la contradiction coloniale en accordant une large autonomie aux territoires d'outre-mer au sein d'une Union française. Mais il est déjà trop tard pour sauver l'Empire français car les peuples colonisés ne croient plus aux promesses de la métropole et exigent leur indépendance. Après avoir conduit victorieusement de féroces campagnes de répression contre les indépendantistes, De Gaulle se rend à l'évidence. Faisant preuve d'une rare sagesse politique, il décide d'accorder à chaque colonie son indépendance.

Cette volte-face est vécue comme une trahison par la plupart de ceux qui l'ont porté au pouvoir. La CIA et l'OTAN soutiennent alors toutes sortes de complots pour l'éliminer, dont un putsch manqué et une quarantaine de tentatives d'assassinat. Toutefois, certains de ses partisans approuvent son évolution politique. Autour de Charles Pasqua, ils créent le SAC, une milice pour le protéger.

Pasqua est à la fois un truand corse et un ancien résistant. Il a épousé la fille d'un bootlegger canadien qui fit fortune durant la prohibition. Il dirige la société Ricard qui, après avoir commercialisé de l'absinthe, un alcool prohibé, se respectabilise en vendant de l'anisette. Cependant, la société continue à servir de couverture pour toutes sortes de trafics en relation avec la famille italo-new-yorkaise des Genovese, celle de Lucky Luciano. Il n'est donc pas étonnant que Pasqua fasse appel à Étienne Léandri (« l'ambassadeur » de Luciano) pour recruter des gros bras et constituer la milice gaulliste.

Un troisième homme joue un grand rôle dans la formation du SAC, l'ancien garde du corps de De Gaulle, Achille Peretti — un Corse lui aussi —.

Ainsi défendu, De Gaulle dessine avec panache une politique d'indépendance nationale. Tout en affirmant son appartenance au camp atlantique, il remet en cause le leadership anglo-saxon. Il s'oppose à l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun européen (1961 et 1967) ; il refuse le déploiement des casques de l'ONU au Congo (1961) ; il encourage les États latino-américains à s'affranchir de l'impérialisme US (discours de Mexico, 1964) ; il expulse l'OTAN de France et se retire du Commandement intégré de l'Alliance atlantique (1966) ; il dénonce la Guerre du Viêt-nam (discours de Phnom Penh, 1966) ; il condamne l'expansionnisme israélien lors de la Guerre des Six jours (1967) ; il soutient l'indépendance du Québec (discours de Montréal 1967) ; etc.

Simultanément, De Gaulle consolide la puissance de la France en la dotant d'un complexe militaro-industriel incluant la force de dissuasion nucléaire, et en garantissant son approvisionnement énergétique. Il éloigne utilement les encombrants Corses de son entourage en leur confiant des missions à l'étranger. Ainsi Étienne Léandri devient-il le trader du groupe Elf (aujourd'hui Total), tandis que Charles Pasqua devient l'homme de confiance des chefs d'États d'Afrique francophone.

Conscient qu'il ne peut défier les Anglo-Saxons sur tous les terrains à la fois, De Gaulle s'allie à la famille Rothschild. Il choisit comme Premier ministre le fondé de pouvoir de la Banque, Georges Pompidou. Les deux hommes forment un tandem efficace. L'audace politique du premier ne perd jamais de vue le réalisme économique du second.

Lorsque De Gaulle démissionne, en 1969, Georges Pompidou lui succède brièvement à la présidence avant d'être emporté par un cancer. Les gaullistes historiques n'admettent pas son leadership et s'inquiètent de son tropisme anglophile. Ils hurlent à la trahison lorsque Pompidou, secondé par le secrétaire général de l'Élysée Edouard Balladur, fait entrer « la perfide Albion » dans le Marché commun européen.

La fabrication de Nicolas Sarkozy

Ce décor étant planté, revenons-en à notre personnage principal, Nicolas Sarkozy. Né en 1955, il est le fils d'un noble catholique hongrois, Pal Sarkösy de Nagy-Bocsa, réfugié en France après avoir fui l'Armée rouge, et d'Andrée Mallah, une juriste juive originaire de Thessalonique. Après avoir eu trois enfants (Guillaume, Nicolas et François), le couple divorce. Pal Sarkösy de Nagy-Bocsa se remarie avec une aristocrate, Christine de Ganay, dont il aura deux enfants (Pierre-Olivier et Caroline). Nicolas ne sera pas élevé par ses seuls parents, mais ballotté dans cette famille recomposée.

Sa mère est devenue la secrétaire d'Achille Peretti. Après avoir co-fondé le SAC, le garde du corps de De Gaulle avait poursuivi une brillante carrière politique. Il avait été élu député et maire de Neuilly-sur-Seine, la plus riche banlieue résidentielle de la capitale, puis président de l'Assemblée nationale.

Malheureusement, en 1972, Achille Peretti est gravement mis en cause. Aux États-Unis, le magazine *Time* révèle l'existence d'une organisation criminelle secrète « l'Union corse » qui contrôlerait une grande partie du trafic de stupéfiants entre l'Europe et l'Amérique, la fameuse « *French connexion* » qu'Hollywood devait porter à l'écran. S'appuyant sur des auditions parlementaires et sur ses propres investigations, *Time* cite le nom d'un chef mafieux, Jean Venturi, arrêté quelques années plus tôt au Canada, et qui n'est autre que le délégué commercial de Charles Pasqua pour la société d'alcool Ricard. On évoque le nom de plusieurs familles qui dirigeraient « l'Union corse », dont les Peretti. Achille nie, mais doit renoncer à la présidence de l'Assemblée nationale et échappe même à un « suicide ».

En 1977, Pal Sarkösy se sépare de sa seconde épouse, Christine de Ganay, laquelle se lie alors avec le n°2 de l'administration centrale du département d'État des États-Unis. Elle l'épouse et s'installe avec lui en Amérique. Le monde étant petit, c'est bien connu, son mari n'est autre que Frank Wisner Jr., fils du précédent. Les fonctions de Junior à la CIA ne sont pas connues, mais il clair qu'il y joue un rôle important. Nicolas, qui reste proche de sa belle-mère, de son demi-frère et de sa demi-sœur, commence à se tourner vers les États-Unis où il « bénéficie » des programmes de formation du département d'État.

À la même période, Nicolas Sarkozy adhère au parti gaulliste. Il y fréquente d'autant plus rapidement Charles Pasqua que celui-ci n'est pas seulement un leader national, mais aussi le responsable de la section départementale des Hauts-de-Seine.

En 1982, Nicolas Sarkozy, ayant terminé ses études de droit et s'étant inscrit au barreau, épouse la nièce d'Achille Peretti. Son témoin de mariage est Charles Pasqua. En tant qu'avocat, Me Sarkozy défend les intérêts des amis corses de ses mentors. Il acquiert une propriété sur l'île de beauté, à Vico, et imagine de corsiser son nom en remplaçant le « y » par un « i » : Sarkozi.

L'année suivante, il est élu maire de Neuilly-sur-Seine en remplacement de son bel-oncle, Achille Peretti, terrassé par une crise cardiaque.

Cependant, Nicolas ne tarde pas à trahir sa femme et, dès 1984, il poursuit une liaison cachée avec Cécilia, l'épouse du plus célèbre animateur de télévision français de l'époque, Jacques Martin, dont il a fait la connaissance en célébrant leur mariage en qualité de maire de Neuilly. Cette double vie dure cinq ans, avant que les amants ne quittent leurs conjoints respectifs pour construire un nouveau foyer.

Nicolas est le témoin de mariage, en 1992, de la fille de Jacques Chirac, Claude, avec un éditorialiste du *Figaro*. Il ne peut s'empêcher de séduire Claude et de mener une brève relation avec elle, tandis qu'il vit officiellement avec Cécilia. Le mari trompé se suicide en absorbant des drogues. La rupture est brutale et sans retour entre les Chirac et Nicolas Sarkozy.

En 1993, la gauche perd les élections législatives. Le président François Mitterrand refuse de démissionner et entre en cohabitation avec un Premier ministre de droite. Jacques Chirac, qui ambitionne la présidence et pense alors former avec Edouard Balladur un tandem comparable à celui de De Gaulle et Pompidou, refuse d'être à nouveau Premier ministre et laisse la place à son « ami de trente ans », Edouard Balladur. Malgré son passé sulfureux, Charles Pasqua devient ministre de l'Intérieur. S'il conserve la haute main sur la marijuana marocaine, il profite de sa situation pour légaliser ses autres activités en prenant le contrôle des casinos, jeux et courses en Afrique francophone. Il tisse aussi des liens en Arabie saoudite et en Israël et devient officier d'honneur du Mossad. Nicolas Sarkozy, quant à lui, est ministre du Budget et porte-parole du gouvernement.

À Washington, Frank Wisner Jr. a pris la succession de Paul Wolfowitz comme responsable de la planification politique au département de la Défense. Personne ne remarque les liens qui l'unissent au porte-parole du gouvernement français.

C'est alors que reprend au sein du parti gaulliste la tension que l'on avait connu trente ans plus tôt entre les gaullistes historiques et la droite financière, incarnée par Balladur. La nouveauté, c'est que Charles Pasqua et avec lui le jeune Nicolas Sarkozy trahissent Jacques Chirac pour se rapprocher du courant Rothschild. Tout dérape. Le conflit atteindra son apogée en 1995 lorsque Édouard Balladur se présentera contre son ex-ami Jacques Chirac à l'élection présidentielle, et sera battu. Surtout, suivant les instructions de Londres et de Washington, le gouvernement Balladur ouvre les négociations d'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN des États d'Europe centrale et orientale, affranchis de la tutelle soviétique.

Rien ne va plus dans le parti gaulliste où les amis d'hier sont prêts de s'entre-tuer. Pour financer sa campagne électorale, Edouard Balladur tente de faire main basse sur la caisse noire du parti gaulliste, cachée dans la double comptabilité du pétrolier Elf. À peine le vieux Étienne Léandri mort, les juges perquisitionnent la société et ses dirigeants sont incarcérés. Mais Balladur, Pasqua et Sarkozy ne parviendront jamais à récupérer le magot.

La traversée du désert

Tout au long de son premier mandat, Jacques Chirac tient Nicolas Sarkozy à distance. L'homme se fait discret durant cette longue traversée du désert. Discrètement, il continue à nouer des relations dans les cercles financiers.

En 1996, Nicolas Sarkozy ayant enfin réussi à clore une procédure de divorce qui n'en finissait pas se marie avec Cécilia. Ils ont pour témoins les deux milliardaires Martin Bouygues et Bernard Arnaud (l'homme le plus riche du pays).

Dernier acte

Bien avant la crise irakienne, Frank Wisner Jr. et ses collègues de la CIA planifient la destruction du courant gaulliste et la montée en puissance de Nicolas Sarkozy. Ils agissent en trois temps : d'abord l'élimination de la direction du parti gaulliste et la prise de contrôle de cet appareil, puis l'élimination du principal rival de droite et l'investiture du parti gaulliste à l'élection présidentielle, enfin l'élimination de tout challenger sérieux à gauche de manière à être certain d'emporter l'élection présidentielle.

Pendant des années, les médias sont tenus en haleine par les révélations posthumes d'un promoteur immobilier (Jean-Claude Méry). Avant de décéder d'une grave maladie, il a enregistré pour une raison jamais élucidée une confession en vidéo. Pour une raison encore plus obscure, la « cassette » échoue dans les mains d'un hiérarque du Parti socialiste, Dominique Strauss-Khan, qui la fait parvenir indirectement à la presse.

Si les aveux du promoteur ne débouchent sur aucune sanction judiciaire, ils ouvrent une boîte de Pandore. La principale victime des affaires successives sera le Premier ministre Alain Juppé. Pour protéger Chirac, il assume seul toutes les infractions pénales. La mise à l'écart de Juppé laisse la voie libre à Nicolas Sarkozy pour prendre la direction du parti gaulliste.

Sarkozy exploite alors sa position pour contraindre Jacques Chirac à le reprendre au gouvernement, malgré leur haine réciproque. Il sera en définitive, ministre de l'Intérieur. Erreur ! À ce poste, il contrôle les préfets et de le renseignement intérieur qu'il utilise pour noyauter les grandes administrations.

Il s'occupe aussi des affaires corses. Le préfet Claude Érignac a été assassiné. Bien qu'il n'ait pas été revendiqué, le meurtre a immédiatement été interprété comme un défi lancé par les indépendantistes à la République. Après une longue traque, la police parvient à arrêter un suspect en fuite, Yvan Colonna, fils d'un député socialiste. Faisant fi de la présomption d'innocence, Nicolas Sarkozy annonce cette interpellation en accusant le suspect d'être l'assassin. C'est que la nouvelle est trop belle à deux jours du référendum que le ministre de l'Intérieur organise en Corse pour modifier le statut de l'île. Quoi qu'il en soit, les électeurs rejettent le projet Sarkozy qui, selon certains, favorise les intérêts mafieux.

Bien qu'Yvan Colonna ait ultérieurement été reconnu coupable, il a toujours clamé son innocence et aucune preuve matérielle n'a été trouvée contre lui. Étrangement, l'homme s'est muré dans le silence, préférant être condamné que de révéler ce qu'il sait.

Nous révélons ici que le préfet Érignac n'a pas été tué par des nationalistes, mais abattu par un tueur à gage, **Igor Peccatte**, immédiatement exfiltré vers l'Angola où il a été engagé à la sécurité du groupe Elf. Le mobile du crime était précisément lié aux fonctions antérieures d'Érignac, responsable des réseaux africains de Charles Pasqua au ministère de la Coopération. Quand à Yvan Colonna, c'est un ami personnel de Nicolas Sarkozy depuis des décennies et leurs enfants se sont fréquentés.

Une nouvelle affaire éclate : de faux listings circulent qui accusent mensongèrement plusieurs personnalités de cacher des comptes bancaires au Luxembourg, chez Clearstream. Parmi les personnalités diffamées : Nicolas Sarkozy. Il porte plainte et sous-entend que son rival de droite à l'élection présidentielle, le Premier ministre Dominique de Villepin, a organisé cette machination. Il ne cache pas son intention de le faire jeter en prison.

En réalité, les faux listings ont été mis en circulation par des membres de la Fondation franco-américaine, dont John Negroponte était président et dont Frank Wisner Jr. est administrateur. Ce que les juges ignorent et que nous révélons ici, c'est que les listings ont été fabriqués à Londres par une officine commune de la CIA et du MI6, Hakluyt & Co, dont Frank Wisner Jr. est également administrateur. Villepin se défend de ce dont on l'accuse, mais il est mis en examen, assigné à résidence et, de facto, écarté provisoirement de la vie politique. La voie est libre à droite pour Nicolas Sarkozy.

Reste à neutraliser les candidatures d'opposition. Les cotisations d'adhésion au parti socialistes sont réduites à un niveau symbolique pour attirer de nouveaux militants. Soudainement des milliers de jeunes prennent leur carte. Parmi eux, au moins dix mille nouveaux adhérents sont en réalité des militants du Parti trotskiste « lambertiste » (du nom de son fondateur Pierre Lambert). Cette petite formation d'extrême gauche s'est historiquement mise au service de la CIA contre les communistes staliniens durant la Guerre froide (Elle est l'équivalent du SD/USA de Max Shachtman, qui a formé les néoconservateurs aux USA). Ce n'est pas la première fois que les « lambertistes » infiltrent le Parti socialiste. Ils y ont notamment placé deux célèbres agents de la CIA : Lionel Jospin (qui est devenu Premier ministre) et Jean-Christophe Cambadélis, le principal conseiller de Dominique Strauss-Kahn [7].

Des primaires sont organisées au sein du Parti socialiste pour désigner son candidat à l'élection présidentielle. Deux personnalités sont en concurrence : Laurent Fabius et Ségolène Royal. Seul le premier représente un danger pour Sarkozy. Dominique Strauss-Kahn entre dans la course avec pour mission d'éliminer Fabius au dernier moment. Ce qu'il sera en mesure de faire grâce aux votes des militants « lambertistes » infiltrés, qui portent leurs suffrages non pas sur son nom, mais sur celui de Royal.

L'opération est possible parce que Strauss-Kahn est depuis longtemps sur le payroll des États-Unis. Les Français ignorent qu'il donne des cours à Stanford, où il a été embauché par le prévôt de l'université, Condoleezza Rice [8].

Dès sa prise de fonction, Nicolas Sarkozy et Condoleezza Rice remercieront Strauss-Kahn en le faisant élire à la direction du Fonds monétaire international.

Premiers jours à l'Élysée

Le soir du second tour de l'élection présidentielle, lorsque les instituts de sondages annoncent sa victoire probable, Nicolas Sarkozy prononce un bref discours à la nation depuis son QG de campagne. Puis, contrairement à tous les usages, il ne va pas faire la fête avec les militants de son parti, mais il se rend au Fouquet's. La célèbre brasserie des Champs-Élysées, qui était jadis le rendez-vous de « l'Union corse » est aujourd'hui la propriété du casinotier Dominique Desseigne. Il a été mis à disposition du président élu pour y recevoir ses amis et les principaux donateurs de sa campagne. Une centaine d'invités s'y bousculent, les hommes les plus riches de France y côtoient les patrons de casinos.

Puis le président élu s'offre quelques jours de repos bien mérités. Conduit en Falcon-900 privé à Malte, il s'y repose sur le Paloma, le yacht de 65 mètres de son ami Vincent Bolloré, un milliardaire formé à la Banque Rothschild.

Enfin, Nicolas Sarkozy est investi président de la République française. Le premier décret qu'il signe n'est pas pour proclamer une amnistie, mais pour autoriser les casinos de ses amis Desseigne et Partouche à multiplier les machines à sous.

Il forme son équipe de travail et son gouvernement. Sans surprise, on y retrouve un bien trouble propriétaire de casinos (le ministre de la Jeunesse et des Sports) et le lobbyiste des casinos de l'ami Desseigne (qui devient porte-parole du parti « gaulliste »).

Nicolas Sarkozy s'appuie avant tout sur quatre hommes :

Claude Guéant, secrétaire général du palais de l'Élysée. C'est l'ancien bras droit de Charles Pasqua.

François Pérol, secrétaire général adjoint de l'Élysée. C'est un associé-gérant de la Banque Rothschild.

Jean-David Lévitte, conseiller diplomatique. Fils de l'ancien directeur de l'Agence juive. Ambassadeur de France à l'ONU, il fut relevé de ses fonctions par Chirac qui le jugeait trop proche de George Bush.

Alain Bauer, l'homme de l'ombre. Son nom n'apparaît pas dans les annuaires. Il est chargé des services de renseignement. Ancien Grand-Maître du Grand Orient de France (la principale obédience maçonnique française) et ancien n°2 de la National Security Agency états-unienne en Europe [9].

Frank Wisner Jr., qui a été nommé entre temps envoyé spécial du président Bush pour l'indépendance du Kosovo, insiste pour que Bernard Kouchner soit nommé ministre des Affaires étrangères avec une double mission prioritaire : l'indépendance du Kosovo et la liquidation de la politique arabe de la France.

Kouchner a débuté sa carrière en participant à la création d'une ONG humanitaire. Grâce aux financements de la National Endowment for Democracy, il a participé aux opérations de Zbigniew Brzezinski en Afghanistan, aux côtés d'Oussama Ben Laden et des frères Karzaï contre les Soviétiques. On le retrouve dans les années 90 auprès d'Alija Izetbegović en Bosnie-Herzégovine. De 1999 à 2001, il a été Haut représentant de l'ONU au Kosovo.

Sous le contrôle du frère cadet du président Hamid Karzaï, l'Afghanistan est devenu le premier producteur mondial de pavot. Le suc est transformé sur place en héroïne et transporté par l'US Air Force à Camp Bondsteel (Kosovo). Là, la drogue est prise en charge par les hommes d'Haçim Taçi qui l'écoulent principalement en Europe et accessoirement aux États-Unis [10]. Les bénéficiaires sont utilisés pour financer les opérations illégales de la CIA.

Karzaï et Thaçi sont des amis personnels de longue date de Bernard Kouchner, qui certainement ignore leurs activités criminelles malgré les rapports internationaux qui y ont été consacrés.

Pour compléter son gouvernement, Nicolas Sarkozy nomme Christine Lagarde, ministre de l'Économie et des Finances. Elle a fait toute sa carrière aux États-Unis où elle a dirigé le prestigieux cabinet de juristes Baker & McKenzie. Au sein du Center for International & Strategic Studies de Dick Cheney, elle a co-présidé avec Zbigniew Brzezinski un groupe de travail qui a supervisé les privatisations en Pologne. Elle a organisé un intense lobbying pour le compte de Lockheed Martin contre les l'aviateur français Dassault [11].

Nouvelle escapade durant l'été. Nicolas, Cécilia, leur maîtresse commune et leurs enfants se font offrir des vacances états-uniennes à Wolfenboro, non loin de la propriété du président Bush. La facture, cette fois, est payée par Robert F. Agostinelli, un banquier d'affaires italo-new-yorkais, sioniste et néo-conservateur pur sucre qui s'exprime dans *Commentary*, la revue de l'American Jewish Committee.

La réussite de Nicolas rejaille sur son demi-frère Pierre-Olivier. Sous le nom américanisé « d'Oliver », il est nommé par Frank Carlucci (qui fut le n°2 de la CIA après avoir été recruté par Frank Wisner Sr.) [12] directeur d'un nouveau fonds de placement du Carlyle Group (la société commune de gestion de portefeuille des Bush et des Ben Laden) [13]. Sans qualité personnelle particulière, il est devenu le 5e noueur de deals dans le monde et gère les principaux avoirs des fonds souverains du Koweït et de Singapour.

La côte de popularité du président est en chute libre dans les sondages. L'un de ses conseillers en communication, Jacques Séguéla, préconise de détourner l'attention du public avec de nouvelles « *people stories* ». L'annonce du divorce avec Cécilia est publiée par *Libération*, le journal de son ami Edouard de Rothschild, pour couvrir les slogans des manifestants un jour de grève générale. Plus fort encore, le communiquant organise une rencontre avec l'artiste et ex-mannequin, Carla Bruni. Quelques jours plus tard, sa liaison avec le président est officialisée et le battage médiatique couvre à nouveau les critiques politiques. Quelques semaines encore et c'est le troisième mariage de Nicolas. Cette fois, il choisit comme témoins Mathilde Agostinelli (l'épouse de Robert) et Nicolas Bazire, ancien directeur de cabinet d'Edouard Balladur devenu associé-gérant chez Rothschild.

Quand les Français auront-ils des yeux pour voir à qui ils ont à faire ?

[1] [Quand le stay-behind portait De Gaulle au pouvoir](#), par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 27 août 2001

[2] [Quand le stay-behind voulait remplacer De Gaulle](#), par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 10 septembre 2001

[3] *L'Énigme Pasqua*, par Thierry Meyssan, Golias ed, 2000.

[4] *Les requins. Un réseau au cœur des affaires*, par Julien Caumer, Flammarion, 1999.

[5] [Un relais des États-Unis en France : la French American Foundation](#), par Pierre Hillard, *Réseau Voltaire*, 19 avril 2007.

[6] [Les New York Intellectuals et l'invention du néo-conservatisme](#), par Denis Boneau, *Réseau Voltaire*, 26 novembre 2004.

[7] *Éminences grises*, Roger Faligot et Rémi Kauffer, Fayard, 1992 ; « The Origin of CIA Financing of AFL Programs » in *Covert Action Quarterly*, n° 76, 1999.

[8] [Dominique Strauss-Kahn, l'homme de « Condi » au FMI](#), par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 5 octobre 2007.

[9] [Alain Bauer, de la SAIC au GODE](#), *Note d'information du Réseau Voltaire*, 1er octobre 2000.

[10] [Le gouvernement kosovar et le crime organisé](#), par Jürgen Roth, *Horizons et débats*, 8 avril 2008.

[11] [Avec Christine Lagarde, l'industrie US entre au gouvernement français](#), *Réseau Voltaire*, 22 juin 2005.

[12] [L'honorable Frank Carlucci](#), par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 11 février 2004.

[13] [Les liens financiers occultes des Bush et des Ben Laden](#) et [Le Carlyle Group, une affaire d'initiés](#), *Réseau Voltaire*, 16 octobre 2001 et 9 février 2004.

Remarque de KG : De Gaulle lui-même n'a pas été clair, car sa volonté d'indépendance s'est construite avec l'aide technique nucléaire états-unienne, en échange de la livraison "discrète" de cette même technologie à Israël. Un service direct à la "Maison Rothschild" qui a créé ce pays comme "tête de pont" de ses entreprises au Moyen-Orient, en instrumentalisant le sionisme. Se soumettre ainsi à une dynastie dominante n'est pas une marque de grandeur. Cela fait illusion au bénéfice des maîtres de la finance et de l'économie, dont les pouvoirs se sont encore renforcés avec la mise en place du 11 septembre et la médiatisation guerrière dont ils profitent si bien !